

Le populisme n'est pas une idéologie mais un style politique

Interview de Jean Faniel par Adrien Pauly et Benjamin Cocriamont

Jeunes & Libres : Comment définiriez-vous le populisme ?

Jean Faniel : Il y a un certain consensus dans la littérature scientifique pour définir le populisme non pas comme une idéologie, mais comme un style politique, comme une rhétorique, un type de discours qui peut alors venir se greffer sur une idéologie. Il y existe des éléments communs que l'on va retrouver dans les divers mouvements ou partis populistes : en particulier la valorisation du peuple contre l'élite, en sachant que ces deux entités sont considérées de manière très homogène. Cette élite, présentée de façon uniforme, a des intérêts qui vont complètement à l'encontre du peuple, peuple qui est lui-même défini comme uniforme. Le style politique populiste va avoir tendance à nier ou à écraser toute divergence, toute hétérogénéité, toute division que l'on peut retrouver dans la société et donc à homogénéiser les choses de telle manière que les populistes donnent l'impression qu'il y a le bon peuple, dont les intérêts sont partagés par l'ensemble des gens et qu'il y a les mauvaises élites, qui ont des intérêts contraires à ceux du peuple. À partir de là, si les choses ne vont pas bien, c'est parce que précisément l'élite a pris le dessus et qu'elle agit contre le peuple.

Si on admet l'idée que le populisme est un style politique plutôt qu'une idéologie, cela permet de comprendre qu'il peut y avoir un populisme à droite et à gauche. Historiquement, le populisme apparaît au XIX^e siècle en Russie puis aux États-Unis plutôt à gauche. Le premier parti populiste en Russie, apparu dans les années 1860, se définit comme tel car il défend les intérêts du peuple russe, essentiellement constitué de paysans et un peu d'ouvriers. Plus tard, on va retrouver ses membres, après des évolutions, dans la Révolution russe. On va voir un tournant avec un populisme nettement plus à droite avec le boulangisme en France à la fin du XIX^e siècle où il y a un appel au peuple contre les élites.

Si l'opposition entre peuple et élites est le principal trait commun aux discours populistes, discours populistes de gauche et de droite ne vont pas nécessairement prendre les mêmes formes. La conception du peuple va être potentiellement très différente. Pour le populisme de gauche, le peuple est le *demôs* si l'on revient au terme grec, entendu comme le « peuple des citoyens ». La population dans son ensemble doit gérer les affaires de la *polis*, de la « cité ». La conception du peuple dans le populisme de droite tel que pratiqué par le Front national, le PVV néerlandais ou encore par le Hongrois Viktor Orbán est davantage *l'ethnos*, le peuple entendu dans le sens « ethnique ».

Ce que l'on retrouve dans le populisme, c'est aussi l'idée qu'il y a le peuple, qu'il y a les élites, que les élites veulent continuer à tromper le peuple pour leur propre intérêt et que pour ce faire, elles ont des complices au sein du peuple. Cela peut être par exemple les magistrats (entendus comme « mauvais », à la différence des « bons » policiers). Dans les discours populistes, on va aussi retrouver les syndicats comme étant des complices qui vont perturber la société et l'économie. Ce dernier point va bien entendu moins se retrouver dans les discours populistes de gauche, qui ont davantage un fondement d'opposition de classes, de lutte de classes. Dans le même ordre d'idée, on va retrouver essentiellement à droite les étrangers comme étant d'autres complices des élites. Les étrangers, dans le peuple considéré comme *ethnos*, sont finalement à la fois coupables des problèmes du peuple et en même temps sont les instruments des élites pour nuire au peuple.

À quel genre d'*ethnos* la droite populiste fait-elle référence ?

Cela dépend des cas et cela marque la frontière entre la droite populiste et l'extrême droite. Selon les conceptions, vous allez retrouver chez certains l'idée qu'une assimilation est possible, alors que pour d'autres, il y a des différences fondamentales : vous êtes né homme ou vous êtes née femme et vous ne pourrez jamais passer de l'un à l'autre. Ou bien vous êtes né noir, on ne pourra jamais rien y changer et vous ne serez jamais un « vrai » Français. Là, il y a vraiment un discours d'extrême droite avec la dimension raciste, et pas uniquement xénophobe, qui refuse l'assimilation. De l'autre côté, si vous êtes d'origine étrangère ou d'une culture étrangère, pour autant que vous vous conformiez à ce qu'on attend d'un « vrai » habitant du cru, il n'y a pas de problème à première vue, en tout cas dans le discours. Là se trouve d'une certaine manière la frontière entre ces seconds populismes que l'on ne peut pas classer à l'extrême droite et une extrême droite qui a peu à peu adopté un discours de type populiste. Il y a ainsi des partis aux racines clairement d'extrême droite, fascistes, comme le Front national, qui a évolué sous la houlette de Marine Le Pen. Il y a aussi des partis qui ne viennent pas de la famille fasciste de l'entre-deux-guerres, tels les partis populistes des pays nordiques, ni par leurs dirigeants, ni par leur organisation. Ils tiennent des discours populistes de droite, nationaux-populistes, mais ne sont pas d'extrême droite car le principe fondamental n'est pas tout à fait le même et le rapport à l'immigration non plus.

Quelles sont les caractéristiques des partis populistes de gauche ? La volonté de changement de régime politique en est-elle une ?

Si nous prenons le cas du PTB en Belgique, je ne suis pas totalement convaincu qu'il s'agisse d'un parti populiste de gauche. Leur rhétorique est davantage une rhétorique de gauche « classique » qui ne joue pas tellement sur l'opposition peuple/élites. Ils le font parfois, mais cela reste nettement moins affirmé que ce que Jean-Luc Mélenchon a développé ces dernières années, notamment sous l'impulsion de la philosophe Chantal Mouffe. Le PTB reste un parti qui fonde son idéologie sur les classes sociales, les différences de classes et les intérêts de classes. Il ne porte pas d'attaques contre les « médias », par exemple. Dès lors, je ne le qualifierais pas vraiment de populiste.

L'autre question qui se pose est : est-ce que cela reste un parti révolutionnaire ? Il y a une certaine évolution dans le chef du PTB qui l'amène à se « social-démocratiser », à devenir plus réformiste. Lorsque l'on regarde les terrains d'intervention sur lesquels ils sont, sur les questions d'énergie, de ramassage des ordures et surtout au niveau des

communes, on a l'impression que l'on n'est plus dans les grandes théories, dans les grandes idéologies mais plutôt sur des questions beaucoup plus concrètes. En même temps, c'est un parti qui dit continuer à vouloir changer la société, à vouloir la transformer. Le PTB a un rapport au pouvoir qui n'est pas simple à gérer pour lui puisqu'il veut pouvoir participer au pouvoir quand c'est possible mais, en même temps, il dit que dans le cadre actuel, notamment législatif et réglementaire européen, le rapport de force ne lui permettrait pas d'agir comme il le souhaiterait pour changer les choses en profondeur. Ça reste donc un parti de gauche radicale, c'est-à-dire qui veut résoudre les problèmes à la racine. Ces problèmes sont les problèmes d'opposition de classes. Dans son idéologie, sa philosophie, cela reste assez cohérent. Il n'est probablement plus un parti d'extrême gauche avec la même force, la même vigueur qu'il y a trente ou quarante ans. Je crois que c'est un parti qui évolue. Toutefois, il n'évolue pas vers un populisme de gauche, cela n'est pas le plus frappant.

En général, dans la montée des populismes en Occident, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, on a tendance à avancer comme premier facteur le facteur économique, lié à l'emploi. Qu'en pensez-vous ? Quels sont les impacts des facteurs identitaire et d'éthique politique ?

Dans le débat politique, le terme « populisme » est souvent utilisé comme anathème, comme une insulte, mais aussi pour fermer le débat. Nous sommes dans une situation où quand on traite quelqu'un de populiste, l'idée sous-jacente est qu'on ne veut pas débattre avec lui parce que ce qu'il dit serait honteux, indicible, etc. Dans ce type d'usage du terme populisme, on retrouve en réalité une forme de dénigrement des partis ou des hommes et femmes politiques qui sont dénoncés, injuriés presque. Mais on retrouve aussi une forme de dénigrement du peuple lui-même avec l'idée défendue par certains auteurs que la dénonciation faite par les « élites médiatiques », telles qu'elles sont nommées, a souvent pour conséquence de « jeter le bébé avec l'eau du bain » d'une certaine manière. Ainsi, en traitant quelqu'un de populiste et en refusant le débat avec lui, on aurait aussi tendance à insulter les couches populaires de la société et à ne pas aborder les problèmes que celles-ci rencontrent. Il en résulte qu'une telle attitude aurait tendance à nourrir le phénomène populiste.

Les trois facteurs que vous avez cités sont, à mon avis, des éléments qui s'imbriquent d'une certaine manière et sont en bonne partie responsables de la montée en puissance des partis populistes. Certains déconsidèrent les partis populistes pour faire l'économie de l'analyse des causes de ce phénomène.

La question économique est importante, je pense. Elle ne joue pas de la même manière pour tout le monde. Les partis populistes n'attirent pas nécessairement les plus pauvres. Lorsque l'on regarde les statistiques de vote des plus précarisés, on remarque que c'est surtout l'abstention qui domine. Par ailleurs, le vote populiste ou le vote d'extrême droite sont des votes qui sont assez composites, c'est-à-dire qu'ils incluent à la fois des gens qui sont d'anciens électeurs de gauche avec une situation économique qui n'est pas nécessairement très facile, et d'autres qui sont plutôt des électeurs traditionnellement de droite, éventuellement qui appartiennent à la classe moyenne, voire à la classe plus favorisée. Donc faire le lien entre l'économie et le vote populiste serait à mon avis erroné parce que trop simple. Mais en même temps, on peut se dire que c'est lié aux évolutions économiques à différents égards.

Les évolutions économiques sont, d'une part, le climat d'un ralentissement de croissance depuis le milieu des années 1970 avec une période de chômage de masse qui s'est installée dès 1975-1980 et qui n'a jamais vraiment été résorbée. La crise s'est accompagnée d'une montée des inégalités relativement claire, même pour des pays qui restent peu inégalitaires comme la Belgique ou la France, où le niveau des inégalités est nettement moindre que dans les sociétés latino-américaines ou anglo-saxonnes. La mondialisation est l'autre élément économique notable, avec l'augmentation des échanges et la mise en concurrence avec d'autres territoires, d'autres pays, d'autres continents. Cette mondialisation suscite des craintes, parfois à juste titre. Ces différentes évolutions économiques ne touchent pas tout le monde de la même manière, notamment avec l'idée qu'il y a des « perdants » et des « gagnants » de la mondialisation. Cette analyse était déjà utilisée dans les années 1990 pour expliquer le vote d'extrême droite. On voit que ces évolutions économiques ont pour point commun de déboussoler pas mal de gens et de les amener à se dire que le présent est déjà compliqué et que le futur est très incertain, notamment pour les enfants.

Là-dessus vient se greffer l'idée qu'il y a un certain enraiment de la capacité d'action du politique. C'est notamment lié au contexte de crise et à la mondialisation et, dans notre situation, à l'européanisation. La décision se prend de plus en plus au niveau de l'Union européenne ou d'autres instances internationales comme le FMI, l'OCDE, l'OMC, etc. Les hommes et femmes politiques n'ont plus beaucoup de pouvoir entre leurs mains et le disent dans bien des cas, ce qui renforce le sentiment d'impuissance du monde politique. À partir du moment où l'on a des situations économiques qui ne sont pas évidentes, au moins pour une partie de la population, et que l'on y ajoute la montée de l'impuissance politique, on se retrouve dans une conjoncture où les questions d'éthique politique – remises à l'avant-plan par les « affaires » – prennent beaucoup plus de place et vont avoir une caisse de résonance plus importante. On semble y voir le développement d'une élite politique qui s'en met plein les poches alors qu'une partie de la population doit gérer une situation difficile au quotidien. Au final, non seulement les hommes et femmes politiques ne seraient plus capables de faire avancer les choses, de changer la société et de résorber les problèmes liés à la crise, mais en plus ils résoudraient par contre les difficultés pour eux-mêmes.

S'ajoute à cela le troisième élément qui est en partie lié à l'impuissance politique et en partie lié aux évolutions politiques : une certaine montée des inégalités, une certaine stratification sociale, une certaine stratification urbaine. Elle va avoir tendance soit à renforcer soit à permettre le renforcement des replis et des clivages identitaires, que ce soit sur des lignes de fracture communautaire à caractère ethnique ou religieux. Il en résulte aussi un accroissement des tensions entre des quartiers, par exemple. Les rapports sociaux à caractère d'inégalité économique ou de classe se marquent aussi au niveau des territoires. En fonction des moyens, vous allez habiter tel ou tel quartier. Les discours populistes peuvent plus facilement séduire des gens qui ont des difficultés sur le plan socio-économique, ou qui n'en ont pas mais qui sont confrontés « par procuration » à des difficultés économiques et à des questions de vivre-ensemble assez fortes.

Au final, les trois facteurs que vous avez pointés sont importants.

Les populistes nient la complexité du débat en ne voulant y apporter que des réponses simplifiées à l'extrême. Est-ce que c'est une caractéristique de la manière de faire de la politique de façon populiste ? Est-ce que ces positions simples sont plus une posture rhétorique ou est-ce une réelle conviction profonde qu'il faut revenir aux choses simples face à cette complexité du monde ?

Cela peut être les deux. Dans certains cas, il existe des choses qui ne sont pas nécessairement très complexes pouvant amener à des changements relativement importants et donc voir de la complexité partout n'est pas nécessairement toujours indiqué. Il peut y avoir chez certaines personnes, même éloignées du populisme, la volonté de sortir de cette complexité « outrancière ».

Cela étant, les sociétés se sont fortement complexifiées. Un des traits du populisme est d'homogénéiser la société, de voir du noir ou du blanc, mais pas les nuances de gris. Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils remarquent que les choses ne sont pas aussi simples. Le risque est de faire preuve d'autoritarisme, dans ce cas. On décrète, on décide parce que le peuple l'a voulu. Par définition, le leader sait ce que le peuple veut parce qu'il le conduit et qu'il est entre le peuple et les élites. Il décide ce qu'il faut et l'intendance suivra ou devra suivre. Cela peut fonctionner dans un certain nombre de cas parce que le système politique le permet, mais avec une dérive autoritaire assez forte. Dans le cas turc, les contre-pouvoirs semblent relativement peu opérants ou ils ont été purgés. Dans d'autres cas, on a des contre-pouvoirs qui jouent leur rôle. Aux États-Unis, tel ou tel tribunal a joué son rôle de contre-pouvoir et a contraint l'administration Trump à revoir son décret anti-immigration.

On peut donc être en présence d'une volonté de simplifier les choses pour des raisons pédagogiques – essayer d'expliquer simplement où sont les problèmes. À d'autres moments, on est clairement face à des propos assez réducteurs et pas seulement pédagogiques, surtout quand on arrive au pouvoir.

Concernant les résultats du Brexit, on remarque des différences de vote en fonction de l'âge. Les jeunes ont voté en majorité contre. Pourquoi les jeunes, selon vous, n'ont-ils pas été en majorité réceptifs à la campagne des partis populistes anglais ?

En moyenne, les jeunes sont surreprésentés parmi les électeurs anti-Brexit. Cela ne veut pas dire que 100 % des moins de 25 ans ont voté contre le Brexit. Il y a un entremêlement de plusieurs facteurs (géographique, niveau de diplôme, catégorie socio-professionnelle, degré d'exposition à la concurrence sur le marché du travail, etc.) qui doivent beaucoup jouer en faveur d'un vote pour le Brexit ou, au contraire, en défaveur du Brexit.

Et puis, pour un certain nombre de personnes sans doute, l'âge a été un facteur déterminant ou surdéterminant. Une explication serait qu'une série de catégories sociales n'ont pas été totalement touchées par la propagande en faveur du Brexit parce que celle-ci visait peut-être des catégories sociales plus âgées. Une autre explication est que les jeunes sont peut-être plus attachés à la construction européenne, en voient peut-être plus les bénéfices. Mais c'est à nuancer. Le degré d'ouverture, le degré de diplôme, le degré de confrontation avec les étrangers sur le marché de l'emploi varient très fort en fonction du milieu. Si les jeunes étudiants ont été particulièrement visés par les campagnes anti-Brexit, comme par exemple sur le programme Erasmus, il est normal que les jeunes soient surreprésentés. Mais cela ne fonctionne pas pour tous les jeunes. La variable d'âge joue mais il faut bien garder en tête ces nuances.

En Belgique francophone, le populisme de droite ne prend pas, alors que, du côté flamand ou chez nos voisins, le populisme de droite prend racine. Comment expliquer cette situation ?

Il y a une tentative majeure avec le Parti populaire. On retrouve dans le discours de Mischaël Modrikamen le prototype du discours populiste. Mais il est vrai que le vote en faveur du populisme de droite ou de l'extrême droite n'a jamais été élevé. Il y a plusieurs facteurs pour expliquer cela.

Le premier facteur est l'offre politique. L'extrême droite a toujours été divisée en Belgique francophone, n'a jamais été très solide et très bien organisée. Elle a aussi souvent été prise dans des affaires. Par ailleurs, il y a une offre politique assez solide, assez diversifiée à gauche et à droite. Les tentatives de développer un parti populiste, d'extrême droite ou non, arrivent donc sur un terrain déjà bien occupé.

Il faut aussi regarder la demande politique, et plus largement la société. Il faut regarder l'action des autres partis qui continuent à avoir des ancrages locaux assez importants, à avoir un tissu, un réseau d'organisations assez important. Il y a aussi un tissu associatif et syndical très développé et important. Le monde associatif et syndical s'est toujours opposé à l'extrême droite de manière très claire et très ferme via des fronts communs syndicaux, des campagnes contre le vote d'extrême droite, etc. Ce monde est aussi très actif en termes d'éducation permanente. Il diffuse et valorise des valeurs très loin des valeurs d'extrême droite ou populistes, ce qui a une incidence sur la demande politique, les électeurs. C'est vrai en Flandre aussi, bien sûr, mais j'ai le sentiment que ce travail s'est effectué davantage du côté francophone (où il était sans doute aussi plus facile à accomplir qu'en Flandre, vu l'emprise du Vlaams Belang).

Un autre facteur a sans doute de l'importance. En Flandre ou en France, les partis d'extrême droite ont eu très vite accès aux médias. Ils ont par contre été exclus de toute coalition pour l'accès au pouvoir. En Belgique francophone, il y a aussi eu un cordon sanitaire qui s'est constitué pour exclure l'extrême droite de toute coalition, mais il s'est prolongé dans ce qu'on appelle un cordon sanitaire médiatique. Ainsi, ces partis ont aussi été exclus des médias, et ce sur une base légale, validée par les juridictions. Ce cordon sanitaire médiatique est pratiqué par la RTBF, mais aussi par les autres médias privés. Exclure les partis d'extrême droite est possible sur des bases légales, comme par exemple via le pacte culturel de 1972. Aujourd'hui, le populisme autre que d'extrême droite peut éventuellement mettre la chose à mal.

Ces facteurs permettent d'expliquer pourquoi, en Belgique francophone, l'extrême droite n'a pas pris. Pour le populisme, la question est un peu plus délicate car on ne peut plus s'appuyer sur le côté raciste ou xénophobe pour interdire des partis de ce type dans les médias. Néanmoins, cela explique pourquoi le populisme perce moins chez nous que chez nos voisins.

Cela explique pourquoi il n’y a pas d’offre populiste, mais est-ce qu’il n’y a pas de demande populiste ?

Les éléments que je viens de donner sont surtout du côté de l’offre et peu de la demande, avec notamment la présence des milieux associatifs ou des syndicats. Mais pour le reste, la situation n’est pas meilleure que chez nos voisins sur le plan économique ou sur le plan des affaires. Par contre, si nous reprenons la dimension *ethnos* du début, il faut noter que le sentiment national est très relatif dans la partie francophone de la Belgique, voire absent. L’identité wallonne peut exister à certains égards, mais elle est certainement moins portée, et surtout valorisée, que l’identité française ou l’identité flamande, qui sont conçues et utilisées de manière beaucoup plus clivante. L’identité de classe est plus marquée en Wallonie et pourrait expliquer pourquoi le PTB a plus le vent en poupe.

Quelle attitude les partis traditionnels devraient-ils adopter pour contrer le populisme ? Doivent-ils s’emparer des thèmes et apporter une réponse ou doivent-ils plutôt s’en dissocier ?

Un risque pour les partis traditionnels est non seulement de dénoncer le populisme et ses discours, mais aussi de mettre de côté ce que cela révèle. Autrement dit, de balayer tout à la fois : les partis et ce que leur ascension traduit. Un autre risque est de vouloir faire ce que préconisent les populistes sous couvert de lutte contre leur discours.

Ainsi, je pense qu’il faut se saisir des questions qui sont posées par les discours populistes, mais pas nécessairement dans les termes dans lesquels elles sont posées. Les populistes ont eu d’abord un impact du point de vue de l’évolution des conceptions des mentalités. Parfois, ensuite, cela s’est traduit dans les politiques mises en œuvre par les hommes et femmes politiques traditionnels.

Si l’on compare les questions d’immigration entre le début des années 1980 et aujourd’hui, les politiques ont fortement évolué vers des positions défendues jadis par l’extrême droite. Ces mesures, inimaginables dans les années 1990 pour des partis de gauche ou même pour des partis de droite classique, ont été mises en place au fur et à mesure par des gouvernements de colorations différentes.

Les partis populistes ont de plus en plus pesé sur les débats et donc, même sans arriver au pouvoir, ont pris plus d’ampleur. Il ne faut pas reprendre leurs questionnements de la manière dont ils les posent. Les partis populistes ne posent pas les questions de manière juste. Il faut les problématiser différemment. Pas plus qu’il ne faut répondre à ces questionnements de la manière dont l’extrême droite le fait.

Les jeunes sont-ils considérés comme un public cible par les populistes ?

Je n’en suis pas sûr. Mais je ne suis pas sûr non plus qu’ils les dédaignent en termes de ciblage électoral. Le ciblage se fait surtout en termes de catégorie sociale, de lieu d’habitation ou de type de fréquentation plutôt qu’en termes d’âge. Cela dit, on peut prendre le mot « cible » dans un autre sens. La question devient alors : « Les populistes sont-ils un danger pour les jeunes ? ». Oui, peut-être. Ils sont contre les jeunes au vu du futur qui leur est réservé sur les questions écologiques, par exemple. Mais globalement, ni plus ni moins que pour une autre catégorie de la population.

Au fond, l'impact du populisme est pour l'ensemble des citoyens qui veulent vivre en démocratie. L'idée de base du populisme est de soutenir qu'il y a un leader qui sait ce qui est bon pour le peuple. Or un tel principe va à l'encontre de la démocratie puisqu'elle valorise la participation et la prise de parole de tous les citoyens, et non pas d'un seul en leur nom. On peut donc se dire que les jeunes ne pâtissent pas plus que d'autres de l'essor des populismes mais qu'ils en subissent aussi les conséquences.

Cet article a été publié dans le dossier : Jeunes & libres, *Répondre aux populismes par l'éducation citoyenne*, septembre 2017, pages 42-49.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Adrien PAULY et Benjamin COCRIAMONT), « Le populisme n'est pas une idéologie mais un style politique », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} septembre 2017, www.crisp.be.